

LIAISONS

n°2

organe de coordination
des comités de lutte

SOMMAIRE:
RENAULT ET GREVE : SOLIDARITE
INDOCHINE
MOUVEMENT ANTI-GUERRE AUX U.S.A.
LA REPRESSION A L' UNIVERSITE
BILANS / POITIERS
BREST
SCIENCES



RENAULT

Le mouvement a démarré avec les 83 ouvriers spécialisés du Mans, qui revendiquaient le relèvement de leur cotation de postes à 150 minimum; soit une augmentation de 0,16 frs de l'heure. Face au débrayage des O.S. la direction a décidé le lock-out.

Ce qui est en cause dans le mouvement de Renault, c'est toute la politique des contrats de progrès. Cela explique l'attitude intransigeante de la direction : céder sur les contrats à Renault, c'est céder partout.

L'épreuve de force était engagée. La direction de la CGT a été obligée d'accepter l'occupation, elle a dû renoncer aux mouvements sectoriels, accomplis selon le rituel pressions-négociations, devant la combativité du mouvement qui s'est développé dans toute la Régie en solidarité avec les O.S. du Mans. Cette volonté de sectorialiser, elle l'a manifestée en refusant de développer à partir des revendications des O.S. celles qui concernent l'ensemble des travailleurs de la Régie. Ce refus d'unifier la lutte, c'est celui de voir les travailleurs prendre en charge tous ensemble leurs intérêts, de développer la mise en place de comités de grève élus et révocables tant dans les ateliers qu'au niveau central; c'est la peur d'une véritable démocratie ouvrière dans la lutte.

A Flins, à Cleon, au Mans, à Sandouville, les travailleurs poursuivent leur grève, le mouvement se développe chez Wendel Sidelor, chez Moulinex, à la Saviem, chez Berliet, étudiants nous sommes solidaires.

QUELLE SOLIDARITE ?

Le développement de la grève au Mans, a permis la mise en place d'un Comité de Soutien, pour développer sur la ville et dans les Facultés, la solidarité financière et surtout politique.

La solidarité politique, que nous pouvons impulser vise à briser l'isolement des travailleurs, vis à vis d'autres secteurs ouvriers, et surtout vis à vis de la population. Sans entrer en concurrence avec les organisations syndicales ou les structures de mobilisation propres que se sont donné les travailleurs en grève, le mouvement de solidarité travaille en collaboration avec elles. C'est ainsi qu'à Nantes, le Comité Universitaire de Soutien par ses premiers apports financiers (2000frs tout d'abord) a forcé la Fédération CGT à débloquer son premier million et à prendre en charge l'organisation de la solidarité au niveau de toute la France. A ce niveau, les possibilités offertes par un mouvement national peuvent permettre par leur seul ampleur un poids politique supérieur.

Le mouvement étudiant ne peut s'ériger en direction alternative de la direction ouvrière, même faillie, tenter de la faire c'est détruire le mouvement de solidarité en tant que mouvement de masse, c'est briser la possibilité d'impact de la solidarité. Le seul critère à mettre en avant, dans l'explication politique de notre solidarité, c'est l'unité des travailleurs en lutte. Le mouvement étudiant n'a pas de perspective à proposer aux luttes ouvrières, il peut et doit, pour élever le niveau politique de son action, développer sur une échelle toujours plus large la solidarité et la liaison avec la population.

Ainsi il contribue à la satisfaction des travailleurs, leur victoire sera la sienne.
des revendications

VIETNAM, LAOS, CAMBODGE,
POUR LA VICTOIRE DU FRONT REVOLUTIONNAIRE INDOCHINOIS

" Soldats, qui êtes opposés à la guerre, nous ne vous voulons aucun mal, nous ne vous tirerons pas dessus, rejoignez notre combat".

Ceci est le fait marquant le plus récent du Gouvernement Révolutionnaire provisoire du Sud. Renouant avec les traditions des Liebknecht ou des bolcheviks, il affirme encore une fois le caractère éminemment révolutionnaire de la lutte en Indochine.

Aujourd'hui il est certes difficile de saisir ce qu'un tel acte pouvait représenter il y a dix ans. Nous sommes, dans les années 60, dans une période où, depuis 45, les perspectives de lutte révolutionnaires s'estompent derrière la stratégie tranquille de la Coexistence Pacifique. Pour beaucoup la révolution est une utopie, un rêve. Pourtant, c'est l'époque où la crise de l'impérialisme des valeurs bourgeoises, radicalise des milliers et des milliers de jeunes. La bourgeoisie n'offre plus "d'idéal" crédible, la coexistence pacifique n'enthousiasme pas non plus, les noyaux révolutionnaires sont quasi inexistantes.

Mais, dans l'extrême orient, un peuple de 20 millions d'habitants tient tête à l'impérialisme US. C'est vers lui, (précédé par l'exemple algérien en France) que se tournera l'espoir révolutionnaire de milliers et de milliers de jeunes.

A l'ombre de la révolution vietnamienne, naîtra la nouvelle Extrême-Gauche: SDS (Allemagne), Zengakuren (Japon), SMC (USA), VSC (GB), CWN-CVB (France) et d'autres mouvements dans presque tous les pays.

La grande vague révolutionnaire, marquée par Mai 68 en France, transformera ces organisations.

Ce soutien à la lutte des peuples indochinois n'est pas simplement humanitaire. Nous savons que notre génération, là bas n'a connu que la guerre, nous savons que par les armes chimiques, bactériologiques et autres défoliants, l'impérialisme US peut détruire tout ce qui vit en Indochine.

Mais nous savons surtout que c'est en Indochine que se cristallise la lutte entre le camp révolutionnaire et celui de la contre-révolution.

*

La guerre de 39-45 a entraîné, fonction des rapports de force, un certain type de relation dans le camp impérialiste, concrétisé par le système monétaire.

L'impérialisme US tente aujourd'hui de supplanter des impérialismes défaillants (France, GB) de s'affirmer comme seul pôle du système impérialiste international et donc de se montrer le meilleur défenseur de l'ordre bourgeois. Tel est l'enjeu de la guerre d'Indochine; la conquête d'autres marchés (Afrique, Inde...) par les U.S.A.

Il n'existe pas une organisation révolutionnaire, un mouvement de libération qui ne doive sa constitution à la Révolution Indochinoise.

Les années 70 seront celles de la résolution du conflit dans un sens ou dans l'autre. Les années 70 seront décisives pour la suite de la lutte révolutionnaire dans le monde.

"Tout pour le Front, tout pour la victoire"

Tel est le mot d'ordre.

Leur victoire sera la nôtre. Tout doit être mis en oeuvre pour soutenir ces héroïques combattants qui depuis plus de 25 ans, continuent le combat des communistes pour la victoire du socialisme.

-RETRAIT IMMEDIAT ET INCONDITIONNEL DES TROUPES US ET FANTOCHES !

-ARRET IMMEDIAT ET INCONDITIONNEL DES BOMBARDEMENTS !

-SOUTIEN AU MOUVEMENT ANTI-GUERRE AUX USA ET DANS LE MONDE !

Comité de Lutte
de Brest

BRIST
BILAN DES LUTTES

* Situation Générale :

Il s'agit d'une Faculté récente, sans traditions de luttes et peu marquée par Mai 68. Depuis 68, il existait des groupes politiques (UEC, PSU, Ligue, JEB, UDB), assez isolés de la masse des étudiants.

A la rentrée 70-71, l'UNEF-Renouveau devient hégémonique grâce à l'apport de l'UDB (Staliniens Bretons) et à l'appui des syndicats (SNE-Sup, CGT) et à cause de la dispersion des autres groupes.

* Première lutte importante :

Contre l'augmentation des tickets de Resto-U

Il s'agit d'un projet limité à l'Académie de Rennes, de remplacer les tickets par une carte hebdomadaire, qui était en fait une augmentation déguisée.

L'UNEF-Renouveau engage une campagne de pétitions, occupe symboliquement le CROUS, puis tente de démobiliser après une promesse au téléphone.

Un Comité de Lutte se constitue, pour continuer la lutte, qui organise le blocage des 2 Resto-U. Le projet ne sera pas appliqué, mais la victoire est ambiguë : est-elle due à l'UNEF, au C.L., ou aux mobilisations de Rennes ?

Au cours d'une réunion de bilan du C.L., un bureau est élu, mais ne jouera aucun rôle. Le C.L. se disperse.

* Deuxième lutte :

Pour la création de postes.

La grève démarre en Philo une semaine avant les vacances de Pâques, puis s'étend à toute la Fac de Lettres et se politise rapidement : le problème des créations de postes est replacé dans le cadre de la rentabilisation capitaliste de l'Université.

La grève est continue : nombreuses A.G., 2 manifestations en ville (600 étudiants à chaque fois). Un Comité de Grève est élu, comprenant des militants du CL et des militants de l'UNEF qui s'est ralliée à la grève.

A la rentrée, magouille de l'UNEF et du SNESup : alors qu'une AG était prévue pour le Mardi par le Comité de grève, l'UNEF et le SNESup convoquent une AG le Lundi sur un problème différent : 2 profs du SNESup sont exclus de la Fac. L'UNEF et le SNESup empêchent le CL de s'exprimer, fait voter la grève et se proclament Comité de Grève. Il s'agit en fait de redorer le blason de l'UNEF. Les étudiants se démobilisent.

A la fin de la semaine, un compromis intervient : un des profs sera réintégré, l'autre le sera si...un poste est créé !

Le Lundi, au cours d'une mini-AG (200 étudiants) de l'UNEF, minoritaire, décrète que la grève est finie et s'en va. Le CL convoque une AG pour le Mardi.

Au cours de cette AG (500 ét.), la poursuite de la grève est votée, un Comité de grève est élu. La grève a surtout été votée par réaction contre les pratiques manipulatoires de l'UNEF, mais la démobilisation est trop importante et la grève sera diversement suivie. Jeudi matin, au cours d'une AG de 700 ét., le CL fait voter la reprise des cours.

* Bilan

Ces deux luttes, les premières de cette importance à Brest, ont montré à un grand nombre d'étudiants la nécessité d'une organisation rompant avec le réformisme de l'UNEF-Renouveau et luttant résolument contre la politique capitaliste à l'université, ce qui s'est concrétisé par le développement rapide du CL et sa maturation politique.

Au cours des débats internes au CL, une plate-forme a été élaborée, et la nécessité de structurer nationalement les CL est clairement apparue pour tous les militants. Nous engageons toutes nos forces dans la réalisation de cet objectif.

* * *

LA MONTEE DU MOUVEMENT
ANTI-GUERRE AUX U.S.A.

7000 arrestations à Washington !
8 tribunaux qui fonctionnent sans désemparer !
Les flics et les chiens lâchés sur les manifestants.

Une semaine après les manifestations de masse à New-York et San Francisco, Nixon a choisi la répression massive. Comment en est-on arrivé là ?

Le trait fondamental des mobilisations du 24 avril a été leur ampleur, traduisant la remontée du mouvement anti-guerre après la répression des années 1969-1970. Concrètement, on a pu voir lors des manifestations :

- Une remontée en nombre des manifestants (500 000 à New-York alors que les organisateurs n'en attendaient que 100 à 200 000).

- Des formes nouvelles de propagande : sketches joués par des étudiants, mimant les atrocités américaines en Indochine; vétérans de l'armée jetant leur médailles sur le parvis du Capitol etc...

- Un élargissement de la base du mouvement : ce ne sont plus seulement des jeunes qui descendent dans la rue, mais des adultes, des familles entières. On conçoit la panique de Nixon devant l'effritement de sa "majorité silencieuse" !

D'autre part, des secteurs importants du mouvement ouvrier étaient présents ce qui est le début d'une évolution remarquable si l'on tient compte de la puissance des bureaucraties syndicales réactionnaires.

- Dernière chose à noter : les manifestations ont prouvé la division de la bourgeoisie américaine; des sénateurs démocrates étaient présents aux manifs. Leurs arrières pensées électorales sont évidentes, mais justement le fait que des représentants de la bourgeoisie américaine descendent dans la rue en espérant par là gagner des voix aux élections prouve la profondeur du sentiment anti-guerre dans l'opinion publique.

Personne dans le monde ne s'est trompé sur l'importance de la journée du 24 avril : la presse bourgeoise internationale en a donné de larges échos, et de nombreuses mobilisations ont eu lieu (Toronto, Montréal, Vancouver, Londres, Rome, Copenhague). En France, le FSI (Front de Solidarité Indochine) a organisé une manifestation à Paris, et de nombreux meetings en Province.

Le GRP enfin, en invitant les GI à refuser le combat ou à le rejoindre, renoue avec la grande tradition communiste du défaitisme révolutionnaire et prouve ses sentiments internationalistes.

Les causes d'une telle mobilisation aux USA et dans le monde entier sont connues :

- D'une part, la défaite militaire américaine au Laos et l'échec spectaculaire de la vietnamisation.

- D'autre part, l'affaire Calley qui, en mettant à jour, en officialisant les atrocités américaines en Indochine, a profondément ébranlé les masses américaines. Notons que l'ébranlement n'a pu être si grand que parce que le terrain avait déjà été préparé par les défaites militaires.

Aujourd'hui, quel peut être l'impact de ces mobilisations, et pourquoi Nixon se lance-t-il dans la répression ?

Il est désormais possible de faire reculer Nixon et le lobby militaro-industriel dont il est le porte-drapeau. Nixon est un politicien bourgeois qui veut se faire réélire en 1972, et qu'une fraction de la bourgeoisie veut faire réélire. Devant le répondant de masse de la journée du 24 avril, Nixon commence à serrer les fesses. De plus, la division de la bourgeoisie et l'entrée du mouvement ouvrier dans le mouvement, peuvent être des facteurs modifiant à long terme la scène politique américaine.

Mais si Nixon peut reculer, il peut aussi se lancer dans l'aventure militaire et essayer d'écraser en quelques mois, avant l'échéance électorale, la Résistance indochinoise. Ce par l'emploi d'armes bactériologiques ou atomiques, que certains milieux militaires prônent ouvertement.

L'acharnement actuel de la police et des tribunaux contre les jeunes manifestants qui bloquent la circulation à Washington depuis plusieurs jours (7000 arrestations) prépare peut-être cette aventure militaire. La répression peut-être un moyen de diviser le mouvement anti-guerre, en mettant d'un côté les jeunes chevelus incendiaires (qu'on matraque et qu'on arrête) et de l'autre la masse paisible des bons citoyens momentanément séparés (qu'on laisse défiler tranquillement).

CONTRE LA REPRESSION, POUR FAIRE RECULER NIXON, POUR LE RETRAIT IMMEDIAT DES TROUPES AMERICAINES, LE MOUVEMENT DOIT CONTINUER !

Les Comités de lutte doivent faire leur le soutien à la révolution indochinoise, et au mouvement anti-guerre aux U.S.A.. Ils doivent participer à toutes les initiatives lancées sur ce thème, aux côtés des Comités Indochine, des Comités de base du Front et d'autres organisations.

*
*
*

LA REPRESSION

Le mouvement qui s'est développé dans les lycées au cours du second trimestre, lors des manifestations pour la libération de Guyot puis de Guyonnet avait mis à l'ordre du jour la lutte contre la restauration de l'ordre moral dans les lycées. L'ampleur des mobilisations lycéennes asemble-t-il rendu le pouvoir morose à un point tel qu'une fois l'orage passé, il reprend l'offensive de la normalisation, banalisation, répression.

Une vague d'exclusions, de sanctions, de suspensions, s'abat sur les enseignants du secondaire. On invoque des fautes pédagogiques, on utilise en fait la situation d'auxiliaire pour réprimer des "délits d'opinion". Bertin, Balmès, Lemaître, trois exemples, la liste est longue...

Dans le supérieur, une circulaire de Vincennes précise que, quand ils se trouvent sur une liste des candidats à un poste fixe d'enseignement de nationalité française et de nationalité étrangère, les candidats de nationalité française ont la priorité absolue. En matière de xénophobie, il est difficile d'être plus explicite, on ne pense pas dehors métèques, on le dit !

A Toulouse, une circulaire émanant du chef de service intérieur de la Fac de Lettres et Sciences Humaines organise au moyen du personnel de service (appariteurs, agents...) un vaste service de renseignements sur les activités des militants. Cette circulaire indiquait en particulier que la personnel devait sous peine de sanction pour faute professionnelle, remettre au chef des Services Intérieurs tracts et affiches, ainsi que les heures de réunion. Le CL de Toulouse a engagé, avec le personnel une campagne contre cette circulaire, soutenu dans cette action par le personnel, discret mais décidé.

Une fois de plus rien ne vient s'opposer à ce que, par circulaire ou par voie de fait et en général, les deux à la fois, on réorganise les franchises universitaires, les Conseils de discipline, les règlements intérieurs des Cités universitaires.

Dans sa largesse, la loi d'orientation remettait aux Conseils de Gestion la responsabilité de l'ordre dans les enceintes et locaux universitaires; précisant que dans le cadre de la liberté d'opinion des locaux sont mis à la disposition des étudiants pour y organiser des activités d'ordre culturel, social ou politique. Attendu qu'il ne s'agit pas de propagande, qu'on n'attente pas à la liberté d'enseignement ni à l'ordre public. Les garanties que comportent cette phrase sibylline ne trompent personne. Les présidents de l'Université auront toute l'attitude pour interpréter; mais s'ils n'y parviennent pas, Monsieur le Ministre a pris soin de faire paraître un décret le 22 Janvier 1971, précisant que : "En cas de menaces contre l'ordre dans les enceintes et locaux universitaires, le président de l'université peut 1) en interdire l'accès à des membres des personnels et à des étudiants (...).

2) suspendre des enseignements (...). 3) faire appel à des personnels spécialisés, chargés d'assurer le respect des règlements (...). Ces personnels prêtent serment devant l'autorité universitaire d'exercer fidèlement leurs fonctions. Patiemment, on pare à l'impuissance de la cogestion par le rétablissement des hiérarchies des autorités, et chose nouvelle on se préoccupe de donner tous les moyens nécessaires à ces personnes pour que leur autorité ne soit pas bafouée.

Si le texte précédent n'a rien pour hérisser de bonnes consciences sincèrement démocratiques, il existe des documents plus édifiants, évidemment ils n'ont pas encore été publiés au journal officiel : "Dispositions concernant le maintien de l'ordre à la Faculté de droit et Sciences économiques de Nanterre." :

" L'exercice du maintien de l'ordre par le Doyen, prenant avis auprès du Conseil Transitoire de Gestion, ne correspond absolument plus aux conditions de fonctionnement actuelles de la Faculté.

1. Toutes les opérations de maintien de l'ordre doivent être montées dans des conditions de secret absolument indispensables que la consultation du Conseil n'assure évidemment pas.

2. Il ne s'agit plus seulement de décider de l'exclusion de l'université d'une poignée de troubleurs, mais alors de faire pièce à des groupes de plusieurs centaines d'hommes plus ou moins armés et très entraînés.

L'opération à concevoir devient très complexe et il est indispensable qu'elle soit imaginée et dirigée par des professionnels connaissant aussi bien les lieux que les perturbateurs eux-mêmes.

3. Si le recours à l'article 18 ou à l'article 40 ne peut être envisagé pour des raisons qui sont de nature éminemment politiques, il faut aussi mettre le Doyen dans une situation telle qu'il puisse effectivement exercer ses responsabilités en matière de maintien de l'ordre. Le dispositif qui pourrait être placé auprès de lui serait composé de deux personnes : - un fonctionnaire de haut rang, chargé de concevoir les opérations nécessaires et - un officier de police (ou mieux encore de gendarmerie) chargé de les exécuter."

Sans Commentaires.

Les Conseils de Gestion auront tout pouvoir pour former en leur sein des "sections disciplinaires d'université"; et pour la juridiction d'appel, ce sera le Conseil Supérieur de l'Education Nationale. Pour les enseignants, ils seront jugés par des enseignants de rang égal ou supérieur, pour les étudiants, par des commissions paritaires de 10 membres. Quand on sait que en dehors de l'UNEF-Renouveau (ce qui n'est déjà pas une garantie) on sera jugé par des membres de l'UCS, du GUD ou du GUPO, il y a de quoi frémir, non ! Et bien sûr, ces Conseils paritaires n'ont pas le pouvoir d'entamer des poursuites, celui-ci revient aux Présidents des Universités, et en cas de défaillances de ceux-ci aux Recteurs. Sur enquête et poursuites des sbires du pouvoir, les étudiants et les enseignants auront toute liberté pour se juger. Ce n'est pas mal, il y a des raffinements dans la participation-auto répression; qu'on n'imaginait pas : un conseil, si vous êtes inculpés, n'allez pas voir vos juges, et augurez qu'une mobilisation de masse vaut mieux que des défenseurs dans les mains du pouvoir !

*
* *

- POITIERS -

Le Samedi 8 mai, s'est tenue à Poitiers la deuxième réunion du collectif national provisoire des Comités de Lutte.

Trois points étaient à l'ordre du jour : les mobilisations du troisième trimestre; le bilan du N°1 de Liaisons; la convocation d'une conférence nationale des Comités.

Etants présents à la Réunion des camarades de Toulouse, Paris, Poitiers, Dijon, Orléans et Brest.

1. Les mobilisations du troisième trimestre.

Ce que nous disions dans le N°1 du bulletin a été confirmé par un tour de table réalisé le 8 mai entre les différentes villes : il ne semble pas que l'on puisse s'attendre à des luttes universitaires d'importance. En fait, ces luttes ont pour la plupart éclaté au deuxième trimestre, et, sauf événement politique exceptionnel un calme plat relatif risque de régner dans les facultés pour cette fin de trimestre.

Cela ne signifie pas que nous devons nous croiser les bras : il reste un énorme travail d'information, d'explication à faire sur l'application de la Loi Faure-Guichard, sur les mesures de répression, de sélection. Nous devons saisir l'échéance des examens pour mettre à nu l'ensemble des mesures de sélection prises aujourd'hui (cf N°1 de Liaisons). D'autre part, en plus des mobilisations nécessaires contre telle ou telle mesure locale de répression, les comités devront organiser l'information sur les formes que celle-ci revêt à l'université. Un article dans ce n°2 doit les y aider.

Nous devons, d'autre part plus que jamais, amplifier notre soutien à la révolution vietnamienne. Les échecs récents de l'impérialisme US au Cambodge et au Laos, le succès des mobilisations anti-guerre aux USA du 27 avril doivent être largement popularisés. La situation semble être excellente pour les révolutionnaires indochinois à nous d'organiser, en France, un soutien résolu à leur lutte. Ce n'est pas toujours facile : le mouvement étudiant a perdu, depuis mai 68, ses grandes traditions de lutte anti-impérialiste, son éducation en la matière. Même, certains militants dans les comités de lutte ne voient pas toute l'importance de ce soutien. Il importe donc, avant tout, de se réarmer sur la question, de refaire "l'étude" de la révolution vietnamienne, de situer son importance dans le contexte international, de déterminer quel type de soutien nous lui apportons. Ce travail d'éducation est indispensable, il a déjà été entrepris dans certaines villes (Orléans, Toulouse), et doit être poursuivi partout. Les comités de lutte seront ainsi prêts à organiser ou à participer à de grandes mobilisations.

Mais ce n'est pas tout : la grève de la Régie Renault, les mouvements de grève dans certaines autres entreprises, mettent à l'ordre du jour notre solidarité active avec les luttes ouvrières. Pas seulement par "sentimentalisme" ou pour se donner bonne conscience, mais parcequ'en menant ces luttes, les travailleurs affaiblissent d'autant le pouvoir, et ouvrent donc la voie aux nôtres. Un article dans ce numéro explique quelle fut l'action des camarades de Nantes pendant la grève des Batignolles et ce que font aujourd'hui les camarades du Mans. Populariser les luttes ouvrières d'aujourd'hui, leur apporter un soutien politique et financier, constituer des comités de soutien dans chaque fac, ce sont là des tâches actuelles.

2. Liaisons

Une discussion a eu lieu sur le rôle précis de ce bulletin, sur sa diffusion. Le bilan du premier numéro a été très positif : tiré à 1000 exemplaires, il a été totalement vendu. Il a d'autre part, semble-t-il reçu un accueil favorable dans la plupart des comités.

Néanmoins une ambiguïté subsiste : faut-il faire de Liaisons un organe d'apparition publique des comités, ou doit-il simplement être un organe de liaison entre ceux-ci ? Il est clair que, ne serait-ce sur le plan financier, nous n'avons pas les moyens de sortir un journal imprimé à grand tirage (même avec peu de pages). Mais, indépendamment de cette question, ce serait en grande partie un bluff, dangereux

pour l'avenir des comités : ceux-ci commencent seulement à se coordonner, à échanger des expériences, à se structurer. Il serait faux de sortir un journal, que nous n'aurions pas les moyens politiques, ni les moyens financiers d'assurer. Pour cette raison, nous maintenons délibérément l'ambiguïté de départ : pendant un temps encore, le bulletin servira d'intermédiaire entre les différents comités. On augmentera néanmoins le tirage, pour permettre une diffusion un peu plus large, en direction principalement des étudiants proches des comités de lutte, mais n'y militant pas. Ceci est d'autant plus nécessaire que des villes ont cruellement manqué du n°1; un tirage de 3000 devra suffire pour ce numéro.

Pour résumer, il n'y a donc rien de confidentiel dans le bulletin qui justifie de ne pas le diffuser à l'extérieur. Cette diffusion sera néanmoins limitée pour les raisons indiquées ci-dessus.

3. La conférence nationale

Il a été décidé de convoquer une conférence nationale des comités pour les 19 et 20 Juin, à Paris.

Sens de cette conférence : de l'avis du collectif, ni l'état actuel du développement des comités, ni d'autre part la situation de ce troisième trimestre (relativement calme comme on l'a vu) ne permettent d'envisager une conférence qui proclamerait au pied levé l'existence d'un mouvement national des comités de lutte. Non qu'il s'agisse d'un abandon du projet, qui devra être réaffirmé, mais parceque cela relèverait encore largement du bluff politique. En fait, existent aujourd'hui des comités dans une vingtaine de villes universitaires, et il importe avant tout d'homogénéiser ces comités, sur la base des expériences communes et du projet de constitution d'un mouvement national. Il s'agit d'autre part de tirer le bilan des luttes menées depuis 68, d'en dégager les grandes leçons, et de situer les comités de lutte dans les courants qui traversent l'université. Il s'agit enfin, de préparer très sérieusement l'année universitaire 71-72, pour permettre, dès la rentrée, de déclencher une série de luttes à travers lesquelles apparaîtraient les comités.

Cette conférence devra donc avant tout être une conférence de travail, d'échanges d'expériences et de bilans, de préparation des militants aux luttes qui les attendent. Il serait à notre avis faux d'en faire une réunion auto-proclamatoire pour nous regarder le nombril : nous laissons cela aux différentes UNEF.

En un mot, il s'agit par cette conférence de créer les conditions de la constitution définitive du mouvement pour l'année 71-72.

Ordre du jour : il découle de cette conception, et devra permettre à la fois la synthèse de l'ensemble des expériences et l'élaboration des mots d'ordre et formes de lutte.

Nous proposons qu'il se déroule de la façon suivante :

a) Un rapport introductif, présenté par les camarades de Dijon, et représentant le sens de la Conférence, des réunions qui se sont tenues jusqu'ici, du projet de construction du mouvement.

b) Une discussion en A.G. de ce rapport.

c) Des travaux en commission sur différents thèmes :

* Une commission fera la synthèse de l'ensemble des luttes menées jusqu'ici, ainsi que de la façon dont se sont constitués les comités. Cette commission évitera ainsi de le faire en A.G., ce qui serait fastidieux.

* Une commission, animée par les camarades de Brest, qui devra préciser sur la base des différentes expériences, l'état d'application de la Loi Faure-Guichard. Cette commission devra déboucher sur l'élaboration de mots d'ordre précis.

* Une commission, animée par les camarades de Nantes sur la façon de soutenir les luttes ouvrières dans les facultés.

* Une commission anti-impérialiste, animée par les camarades de Toulouse, qui devra notamment définir les rapports des C.L. avec d'autres structures anti-impérialistes.

* Une commission structures, animée par Dijon.

* Une commission Presse, animée par Paris.

d) Les différentes commission présentent leur rapport en AG.

Qui vient à la Conférence ?

Tous les militants qui le désirent, dans les limites malgré tout des possibilités financières et d'hébergement. Une répartition des frais sera organisée entre l'ensemble des participants à la Conférence, mais les comités doivent s'efforcer, dans la mesure du possible, de financer en partie leur voyage.

L'heure est donc plus que jamais à la construction de notre mouvement. Et la conférence sera une étape décisive. Les comités doivent dès maintenant la préparer, amender les plate-formes présentées, présenter des bilans. Et ainsi, la conférence ne sera pas une formalité, mais bien un des instruments de notre lutte.

+ +

ECHANGE D'EXPERIENCES - ECHANGE D'EXPERIENCES - ECHANGE D'EXPERIENCES - ECHANGE D'EX

A LA FACULTE DE SCIENCES

Le comité d'Action Informatique s'est constitué après une série de boycotts (1ère et 2ème année) qui posaient le problème de l'encadrement et de la sélection chaque année plus importante : c'est à dire le problème de la liquidation de l'Institut de programmation au profit des boîtes privées (Fac, etc...)

Il s'agissait de regrouper ceux qui avaient animé ces luttes, de se donner une arme pour éduquer le milieu à travers les luttes qu'il menait; en posant la nécessité d'une organisation de masse étudiante luttant contre la politique du capitalisme à l'Université, constituant contre le pouvoir un rapport de force durable, capable de mobiliser les étudiants contre toute attaque, capable aussi d'engager des luttes nationales (Décret Faure-Guichard, ITFP).

Au Départ, participaient à sa construction la Ligue, le PSU, l'AMR : le PSU cessa d'y militer rapidement : pour lui en effet, le seul problème qui se posait était celui de la fonction idéologique de l'informaticien, futur cadre-flic etc... (d'autant plus aberrant que c'est de futurs techniciens qu'on forme là et non de futurs cadres).

Intervention dans la grève des techniciens

Le CAI participa à l'organisation du soutien à la grève

- faire voter la grève en AG
- réunions larges du CAI (50 personnes) expliquent le sens de la grève, pourquoi notre soutien, prolongeant le travail d'explication fait dans les AG Centrales.

De même, le CAI participa et expliqua sa participation à la Manifestation de la fonction publique; de même il appela à participer aux deux manifs du 1er mai.

Le bilan est donc positif : renforcement du Comité, extension sur les quatre années, succès obtenu sur le contrôle des connaissances, mais le problème qui se pose à l'heure actuelle est l'isolement du Comité, ne bénéficiant pas du poids d'une organisation nationale, il ne peut participer à des luttes d'envergure nationale et se trouve donc limité au niveau de mobilisations ne dépassant pas le cadre d'un Département et de la Fac. Cela pose le problème de campagnes centrales lancées par les différents Comités, au moins à la rentrée.

+++++